

LES TRIBUNES



Socialiste Républicain et Citoyen Pour un logement digne accessible à toutes et à tous

Les collectivités sont les premières à se heurter à la crise du logement. Au Kremlin-Bicêtre, nous enregistrons chaque année **plus de 3 000 demandes de logement social pour à peine 40 logements disponibles**. Cette disproportion manifeste plonge des milliers de familles dans la détresse, les maintient dans des logements inadaptés ou indignes, ou les force à accepter des conditions de vie de plus en plus précaires.

Face à cette situation, force est de constater que **les choix politiques et budgétaires du gouvernement ne permettent pas d'apporter les réponses nécessaires** et ne favorisent en aucun cas la rénovation de logements adaptés aux besoins dans les zones tendues. Ces choix budgétaires limitent la production de logements sociaux adaptés aux besoins des ménages aux revenus les plus bas, et laissent se développer une spéculation immobilière qui maintient volontairement des logements vacants tandis que des familles dorment à la rue.

Face à la flambée des loyers, à la pénurie des logements accessibles, à la précarité grandissante et à l'urgence climatique, **il est temps que le gouvernement mette en place un grand plan logement** afin de garantir un logement digne, durable et abordable pour toutes et tous.

Au Kremlin-Bicêtre, notre objectif est simple : **construire une ville où chaque Kremlinoise et Kremlinois puisse vivre dignement**.

Le groupe Socialistes, Républicains et Citoyens

26



Pour une ville qui nous rassemble

La ville du Kremlin-Bicêtre étudie la fusion entre sa coopérative HLM KBH et Logial-coop, après avoir quitté Valdevy pour reprendre la main sur son patrimoine et améliorer la gestion de proximité. Présentée comme nécessaire, cette fusion ferait perdre à la ville une gouvernance directe, ce qui impose d'obtenir des garanties fortes pour protéger les intérêts municipaux et ceux des locataires. Le groupe Pour une ville qui nous rassemble propose d'inscrire la fusion dans une stratégie globale du logement : enquête sociale renouvelée, élaboration d'un projet de ville sur le droit au logement, calendrier d'investissements (rénovations, constructions, transition écologique), clarification des rôles ville/bailleurs, création de conseils de locataires, transparence des attributions et garanties sur la gestion de proximité et les ressources humaines. Il demande aussi la reconduction des parts sociales pour les locataires et un lissage des hausses de loyers prévues en 2026.

Pour une ville qui nous rassemble.



Groupe Écologiste et Citoyen du Kremlin-Bicêtre Un plan climat trop mou

A Belém (Brésil), la COP30 a accouché d'un accord faible. L'Accord de Paris est sauvé, mais ce compromis amène des moyens trop limités pour l'adaptation des pays les plus pauvres, les plus menacés. Les lobbys ont bloqué toute mention des énergies fossiles, responsables du chaos climatique.

Un parallèle peut être fait avec le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) du Grand-Orly-Seine-Bière (GOSB), l'agglomération dont fait partie notre commune. Un PCAET décline les engagements de la France et de l'Europe. Il doit nous préparer à un monde plus chaud et lutter contre la pollution de l'air. Le plan en discussion respecte le formalisme demandé par un tel document. Ses diagnostics sont intéressants pour analyser notre situation. Notre territoire très urbanisé, ultra-dense -Le KB tient le record- va subir de plein fouet les effets du réchauffement, imposés à une population moins riche que ses voisins. Pourtant, les mesures proposées se font toutes... à moyen constant. Pas d'argent pour l'adaptation radicale dont nous avons besoin. Et surtout, la première énergie consommée ici, le gaz fossile, n'est pas mentionnée dans les actions du PCAET. Ce point serait pourtant au cœur d'une planification climatique sérieuse. Pudeur à Belém sur le pétrole face aux lobbys. Pudeur ici sur le gaz, et pas de moyens à la hauteur pour l'adaptation des plus modestes. Amazonie, Orly-Bière, mêmes combats ?

Le groupe écologiste. T. Khiar, K. Boufraine, J. Giblin



Kremlin-Bicêtre en avant, radical et écologiste 120 ans de laïcité : un héritage toujours fécond

Cette année, notre République célèbre les 120 ans de la loi de 1905. Un anniversaire qui devrait être l'occasion de rappeler sereinement ce que la laïcité garantit d'abord : la liberté de conscience, l'égalité de tous devant la loi et la neutralité de l'État. Ni arme contre les croyants, ni tolérance molle : un cadre commun qui protège chacun de toute pression religieuse ou idéologique.

Au Kremlin-Bicêtre, cette histoire a un visage : celui d'Eugène Thomas, premier maire de la commune. En 1900, il prit un arrêté interdisant le port de la soutane dans l'espace public communal. Geste audacieux, à la fois ferme et profondément républicain, qui traduisait la volonté de préserver un espace civique apaisé, ouvert à tous. C'est pour honorer cette mémoire – et rappeler que la laïcité est un bien commun – que j'ai proposé la création d'un Prix Eugène-Thomas, destiné à récompenser, chaque année, une classe des établissements scolaires de la commune pour la réalisation d'un projet portant sur le thème de la laïcité.

Je regrette que cette proposition n'ait pas reçu de suite. Elle aurait pourtant permis de fédérer, de transmettre, et d'offrir un moment de pédagogie républicaine à l'échelle de notre ville.

La laïcité n'est pas un débat d'experts : c'est une promesse. Celle de rendre effective la devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité. À nous de continuer à la faire vivre, simplement, calmement, ensemble.

Jean-François Banbuck

Les tribunes publiées par les groupes politiques du Conseil municipal engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.



Groupe Génération-s Accord franco-algérien de 1968 : quand la droite se perd avec l'extrême droite

Le 30 octobre 2025, à une voix près – 185 contre 184 –, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de résolution du Rassemblement national visant à « dénoncer » l'accord franco-algérien de 1968. Un vote historique, autant par son contenu que par les soutiens qu'il a trouvés : ceux de la Droite républicaine et du groupe Horizons.

Signé six ans après la fin de la guerre d'Algérie, cet accord organise la circulation et le séjour des ressortissants algériens en France. Il ne crée pas un privilège, mais un cadre : celui d'une relation particulière entre deux peuples liés par une histoire commune. La France avait alors besoin de bras pour se reconstruire : sur les routes, dans les usines, sur les chantiers et dans les logements. Ces femmes et ces hommes venus d'Algérie ont participé, dans la sueur et dans l'ombre, à bâtir un pays moderne.

Aujourd'hui encore, la France manque de médecins, d'infirmiers, d'ingénieurs. Elle a besoin de toutes les compétences, de toutes les énergies. Rompre un accord fondateur au nom d'une illusion identitaire, c'est oublier cette réalité et affaiblir notre pays.

Que la droite parlementaire ait choisi de s'associer à cette manœuvre du RN est une faute morale : c'est indigne de la France et de la mémoire de ces hommes et femmes courageux qui ont tout quitté pour participer à la construction de notre pays.

Le groupe Génération-s



Ensemble changeons le KB Le parti socialiste prend le contrôle du logement social

Les locataires de l'ancien OPHL-KB vont connaître leur 3e bailleur en six ans. Après une gestion cauchemardesque de KBH, voilà que la coop-KBH fusionne avec Logial-Coop provoquant une vive inquiétude. En effet, ce parc de plus de 1 964 logements, devenu une coopérative en 2021 pour garantir « proximité et transparence », passe désormais sous la présidence du maire socialiste d'Alfortville, le parti du maire JF Delage. Ne nous voilons pas la face, il s'agit bien d'une prise de contrôle politique de notre logement social. Ce qui se joue est grave : un parti politique centralise la gestion d'un parc social entier, au détriment de l'autonomie locale. Les locataires n'ont rien à gagner d'un pilotage à distance, depuis une autre ville, par un organisme extérieur et un exécutif politique allié.

Contrairement à ce qui est affirmé, ce transfert ne favorise pas le contrôle de la gestion : il l'affaiblit. Le protocole de fusion précise noir sur blanc qu'il « ne constitue pas un pacte de contrôle conjoint ». La Ville renonce donc à contrôler son parc de logement social. Le comité de coordination n'a aucun pouvoir, et le siège attribué au maire au conseil d'administration n'a qu'une valeur symbolique.

Le logement social doit rester un outil au service des habitants, pas un instrument partisan.

Nous continuerons d'exiger transparence, proximité, et une gouvernance réellement démocratique de nos logements.

Lionel Zinciroglu-L.Couto-JP.Ruggieri-L.El Krete-M.Bensettiti

Les tribunes publiées par les groupes politiques du Conseil municipal engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.